

Appel à candidatures - constitution d'un pool d'expert.e.s pour le projet Gender Equality in Taxation- GET (2025-2027)

Cet appel vise à identifier des expert.e.s pour des missions à court et moyen terme dans les pays d'intervention du projet GET en Afrique subsaharienne.

1. Contexte général de mise en œuvre du projet GET

1.1. Les enjeux de genre dans la fiscalité

La fiscalité est un levier central de financement du développement et de redistribution des richesses. Pourtant, les systèmes fiscaux, largement neutres en apparence, produisent dans les faits des effets différenciés selon le sexe. Les choix en matière de taxation (TVA, accises, impôt sur le revenu, exonérations) et de dépenses fiscales peuvent contribuer à accentuer les inégalités, notamment en raison des écarts de participation au marché du travail, de l'importance du secteur informel et des disparités de consommation entre les hommes et les femmes.

Depuis quelques années, la prise en compte du genre dans les politiques publiques progresse, mais son application au champ fiscal reste encore marginale. Peu d'administrations disposent d'outils, de données désagrégées ou de compétences pour évaluer l'impact de la fiscalité sur les inégalités de genre. Du côté de la recherche et de la société civile, plusieurs initiatives émergent qui permettent de mieux documenter ces enjeux et de formuler des recommandations concrètes. Toutefois, la systématisation de ces approches et leur appropriation par les institutions restent à renforcer.

Dans un contexte marqué par des besoins croissants de financement public et une exigence accrue de justice sociale, l'intégration de la dimension genre dans les politiques publiques de mobilisation des ressources devient un impératif de gouvernance et de performance publique. Il ne s'agit pas seulement d'équité, mais aussi d'efficacité : une fiscalité sensible au genre permet de renforcer la légitimité de l'impôt, d'élargir la base fiscale et d'améliorer l'allocation des ressources publiques.

C'est à ce carrefour que s'inscrit le projet GET, qui propose une approche intégrée et multi-acteurs pour répondre à ces enjeux. En mobilisant assistance technique, recherche et plaidoyer, le projet contribue à renforcer la capacité des administrations à mobiliser des ressources domestiques de manière plus équitable et inclusive, en faisant de la fiscalité un outil de justice économique et d'égalité entre les femmes et les hommes

1.2. Présentation du projet GET

Le projet GET est financé par le Trésor français dans le cadre du Plan d'Investissement Stratégique pour le Développement (PISD), qui soutient les projets de mobilisation des ressources intérieures publiques dans les pays partenaires prioritaires de la France, notamment en Afrique subsaharienne.

Mis en œuvre par Expertise France pour une durée de trois ans et demi, le projet a pour ambition de contribuer à la réduction des inégalités de genre au sein des systèmes fiscaux et douaniers en Afrique de l'Ouest et Centrale. Il se fixe les objectifs suivants :

- Renforcer l'équité des systèmes fiscaux et douaniers en Afrique de l'Ouest et du Centre, à travers la réduction des inégalités de genre (objectif principal) ;
- Renforcer les actions visant à réduire les inégalités de genre dans les politiques, les structures et l'exercice des fonctions des administrations fiscales et douanières africaines (objectif spécifique) ;

Le projet s'articule autour de trois grands piliers :

- i. **Mécanisme de facilité** : Ce dispositif flexible permet d'apporter une assistance technique aux administrations fiscales et douanières centrales, aux administrations locales de collecte d'impôts, ainsi qu'aux instances régionales tels que : la CEDEAO, la CEMAC et l'UEMOA. Il vise à identifier et à réduire les inégalités de genre dans les politiques fiscales, les administrations, et les services aux contribuables.
- ii. **Appui à la recherche** : Soutien à la coordination d'une Communauté de Pratique sur le genre et la fiscalité (CoP G&T) et financement d'une thèse portant sur les inégalités de genre dans les systèmes fiscaux africains.
- iii. **Appui à la société civile** : Renforcement du plaidoyer pour une meilleure prise en compte des inégalités de genre dans les politiques fiscales, ainsi que la promotion de collaborations entre les organisations actives dans ce domaine.

2. Objectif de l'appel

Les années 2025 et 2026 marquent une phase centrale du projet, avec de nombreuses activités : accompagnement des administrations fiscales et douanières (diagnostics, stratégies, plan d'actions, accompagnement institutionnel, formations, développement d'outils, ...), production et diffusion de recherches appliquées, animation d'espaces de dialogue, plaidoyer national et régional, etc.

Dans ce cadre, GET souhaite constituer un vivier d'expert.e.s mobilisables rapidement pour répondre aux besoins du projet dans ses trois piliers d'intervention.

3. Domaines d'expertise recherchés

Les expert.e.s recherchés couvriront les domaines suivants :

A. Politiques fiscales et douanières

- Analyse législative et accompagnement des réformes fiscales (exonérations, dépenses fiscales, secteur informel, etc.)
- Conseil technique aux administrations fiscales et douanières

B. Genre et politiques publiques

- Intégration du genre dans les politiques publiques : conception de stratégies et plans d'action, méthodologies d'évaluation d'impact
- Collecte et analyse de données sexo-spécifiques
- Accompagnement institutionnel pour l'égalité de genre

C. Formation et renforcement des capacités

- Conception et animation de modules de formation pour les administrations fiscales et douanières
- Renforcement des compétences des OSC et associations de femmes

D. Analyse et plaidoyer

- Évaluation de l'impact différencié des politiques fiscales et douanières sur les femmes, les hommes et les groupes vulnérables
- Accompagnement stratégique des OSC dans le plaidoyer et la mobilisation citoyenne
- Communication politique et visibilité des actions

E. Gestion de processus multi-acteurs et communication institutionnelle

- Facilitation de dialogues entre administrations, OSC, institutions régionales et partenaires techniques
- Appui à la communication institutionnelle

4. Profils recherchés

A. Formation académique

- Diplôme universitaire pertinent dans un domaine lié au projet (économie, finances publiques, droit, sciences sociales, relations internationales, communication ou domaines connexes).

B. Expérience professionnelle

- Minimum 5 ans d'expérience dans un des domaines listés (10 ans pour les missions senior).
- Expérience confirmée en Afrique de l'Ouest et centrale (atout majeur).
- Expérience dans des contextes multiculturels et en collaboration avec divers acteurs

C. Compétences techniques et linguistiques

- Solides compétences en analyse, rédaction et communication.
- Maîtrise du français obligatoire, bonne connaissance de l'anglais souhaité.
- Capacité à produire des livrables de qualité dans des délais contraints.

D. Compétences personnelles

- Esprit d'équipe et collaboration : capacité à travailler efficacement au sein d'équipes pluridisciplinaires et internationales
- Communication et diplomatie : capacité à communiquer de manière claire et adaptée à différents interlocuteurs (institutionnels, techniques, citoyens).
- Adaptabilité et flexibilité
- Éthique professionnelle, sens de la responsabilité, respect des délais, intégrité dans la production des livrables

5. Modalités de mobilisation

A. Processus de sélection

- Les expert.e.s seront sélectionné.e.s sur la base de leurs compétences, de leur expérience et de leur adéquation avec les besoins du projet.
- Les candidatures seront examinées en fonction des missions spécifiques à pourvoir dans chaque pilier (par exemple, certains experts seront sollicités pour la partie recherche, d'autres pour la formation ou la facilitation).
- La sélection sera faite sur la base des compétences spécifiques requises pour chaque mission, et non sur la base d'une généralité.

B. Types de missions et durée

- Les expert.e.s sélectionné.e.s intégreront un vivier qui sera sollicité pour des missions ponctuelles, pouvant durer de quelques jours à plusieurs semaines.
- Les missions peuvent être à court terme (par exemple, un atelier ou une formation d'une journée) ou à moyen terme (par exemple, un diagnostic complet ou une étude de recherche).
- Les missions seront définies en fonction des besoins du projet et des disponibilités des expert.e.s dans le vivier.

C. Conditions de travail et livrables attendus

- Chaque mission sera accompagnée de termes de référence (TDR) détaillés, précisant les objectifs, les livrables attendus, les délais, ainsi que la rémunération journalière ou forfaitaire, selon la durée de la mission.
- Les expert.e.s devront produire des rapports détaillés, des résultats de formation, des documents de plaidoyer ou toute autre forme de livrable spécifiée dans les TDR.
- Des réunions de suivi seront organisées à la fin de chaque mission pour faire le point sur les résultats obtenus et sur les prochaines étapes.

6. Dossier de candidature

Les candidat.e.s intéressé.e.s sont invité.e.s à soumettre :

1. Un CV actualisé (format européen recommandé) ;
2. Une lettre de motivation (1 page) précisant leur domaine d'expertise, leurs expériences pertinentes, leur disponibilité et leur tarif journalier indicatif ;
3. (Optionnel) Une note synthétique (1 page) présentant une analyse critique ou des recommandations sur l'intégration du genre dans les politiques fiscales.

7. Dépôt des candidatures

Les dossiers seront examinés au fur et à mesure de leur réception et l'appel restera ouvert jusqu'en juin 2026.

8. Critères de sélection

- Qualifications et expérience pertinente ;
- Expérience avérée en Afrique subsaharienne ;
- Connaissance des enjeux fiscaux, de gouvernance et de genre ;
- Capacité à produire des analyses et livrables de qualité dans des délais contraints.

Les expert.e.s répondant aux critères éligibilité sont contactés par l'équipe projet pour vérifier leur intérêt et disponibilité.